

<https://www.amessi.org/La-raison-cachee-de-la-guerre-en-Irak>



# La raison cachée de la guerre en Irak : le Dollar

- SOCIETE-REFLEXIONS



Date de mise en ligne : vendredi 3 septembre 2004

---

Copyright © AMESSI.Org® Alternatives Médecines Évolutives Santé et

Sciences Innovantes ® - Tous droits réservés

---

### La situation du dollar

**La confiance générale dans le dollar a longtemps été maintenue malgré la montée foudroyante du niveau d'endettement des États-Unis triplant entre 1964 et 2002, au point d'atteindre 30.000 milliards de dollars, soit près du tiers du PIB mondial. Le budget fédéral, positif jusqu'en 2000, est en déficit depuis : on le prévoyait de plus de 300 milliards pour 2003 et de plus de 400 pour 2004, avant de prendre en compte les suppléments qui viennent d'être votés pour la guerre contre l'Irak (le budget militaire s'élève maintenant à plus de 400 milliards). L'endettement des ménages est passé de 200 à 7.200 milliards et, fin 2002, le consommateur américain devait en moyenne 40% de son revenu. Quant aux entreprises, avec « leur frénésie de fusions/acquisitions financées par emprunt », leur endettement financier intérieur est passé de 53 à 7.620 milliards (672% du PIB). On peut donc dire que personne n'épargne aux États-Unis, les ménages et les entreprises pas plus que l'État, il est devenu normal de vivre à crédit. Y compris vis à vis des autres pays, car depuis 1990 (donc depuis la première guerre du Golfe) les États-Unis importent plus qu'ils n'exportent. Leur déficit commercial accumulé est maintenant tel qu'ils doivent au reste du monde l'équivalent de presque le quart de leur PIB. Si cette tendance se poursuit, c'est l'équivalent de la moitié de leur PIB qu'ils devront dans une décennie.**

## Sommaire

- [La raison cachée de la guerre en Irak : Le Dollar](#)

# La raison cachée de la guerre en Irak : Le Dollar

Ceci n'avait d'abord pas trop inquiété leurs créiteurs puisque l'hégémonie du dollar lui a valu d'être utilisé dans 80% des transactions commerciales internationales et dans 75% des réserves officielles. Cette confiance s'appuyait sans doute sur le pari d'un redéveloppement de l'industrie américaine dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Là où au lieu d'un redémarrage foudroyant, ce fut le flop, rendu public par la chute spectaculaire du Nasdaq, début 2000. Et on sait combien l'économie marche à coups de spéculations. L'économie américaine fut sérieusement affectée, mais ce n'est pas sur-le-champ que le dollar en subit les effets.

Saddam Hussein aurait scellé son destin en novembre 2000 lorsqu'il décida de vendre, non plus dans la devise de son ennemi, mais en euros, le pétrole irakien, dont la France et l'Allemagne sont ses principaux acheteurs européens. Il demanda également à l'ONU de convertir en euros son fonds de réserve (« pétrole contre nourriture ») qui était de dix millions de dollars. Étrangement, cette information ne fut pratiquement pas diffusée en France. On pouvait toutefois lire sur un site internet le 2 novembre : « Le comité des sanctions de l'ONU a autorisé lundi l'Irak à libeller en euros et non plus en dollars ses transactions pétrolières et commerciales. Cette autorisation pourrait être le premier pas vers un changement important dans le monde du négoce pétrolier chassé gardée exclusive du dollar jusqu'à présent. Les États-Unis ont d'ailleurs tenté de bloquer cette opération, mais comme le note un expert de la commission des sanctions de l'ONU, il n'y a pas de base juridique pour bloquer la demande irakienne ». Information

suivie de ce commentaire : « Pour l'instant, il n'y a aucune réaction officielle à la décision de l'Irak. »

À cette époque, l'euro ne valait que 82 centimes de dollar, par conséquent les analystes s'étonnèrent, sans plus, que, pour une raison de politique internationale, Saddam envisage de perdre des millions sur les revenus du pétrole irakien. Donc, sur le coup, l'Administration américaine ne s'est pas vraiment inquiétée, pensant que Saddam allait faire une mauvaise affaire. Elle décida pourtant de taire l'information pour ne pas prendre le risque d'altérer la confiance des investisseurs et des consommateurs envers le dollar. On comprend donc que les médias américains ne la diffusèrent pas, mais on peut s'étonner de la complicité des autres.

Or l'attitude « politique bizarre » de Saddam Hussein, selon les termes le journal anglais The Observer du 16 février dernier, fut en réalité, pour l'Irak, une aubaine de plusieurs centaines de millions d'eurosÉ parce que depuis la fin de 2001 l'euro a gagné près de 25% sur le dollar !!

C'est encore grâce à internet qu'on découvre que l'Irak ne fut que l'un des premiers États, mais pas le seul, à avoir remis en question son choix du dollar comme devise internationale.

La Jordanie passa peu après avec l'Irak un accord bilatéral de commerce en euros.

Le Vénézuéla a passé des accords de troc avec une dizaine d'autres pays latins en développement, qui n'avaient pas de dollars pour payer, échangeant par exemple avec Cuba du pétrole contre une aide paramédicale. À ce propos il faut rappeler que le Vénézuéla est le quatrième producteur d'or noir au monde, et que ses ressources, qui tentent d'autant plus les compagnies pétrolières américaines qu'elles sont géographiquement proches de leur pays, ont l'inconvénient d'être propriété de l'État. Est-ce donc étonnant si Newsday, du 21 avril 2002, y voit une relation avec les révélations rendues publiques par un député uruguayen sur le rôle de la CIA dans le coup d'État manqué contre Chavez, son Président démocratiquement élu ?

L'Arabie Saoudite a un rôle prépondérant au sein de l'OPEP. Or l'ancien Ambassadeur américain dans ce pays aurait déclaré l'an dernier au Congrès : « L'un des faits majeurs dans l'histoire des saoudiens, du fait de leur amitié avec notre peuple, a été d'insister pour que le pétrole continue à être commercialisé en dollars. De cette façon, le Trésor US peut imprimer des billets et acheter du pétrole avec, ce qui est un avantage que ne possède aucun autre pays. Avec l'émergence d'autres devises et des pressions dans les relations internationales, je me demande s'il ne va pas y avoir, comme il y en a déjà eu, des Saoudiens pour se demander pourquoi être si bienveillants envers les États-Unis. »

La zone euro étant le plus grand importateur de pétrole au monde, a tout intérêt à miser sur l'euro si son cours se maintient face au dollar. La Russie, qui vend surtout son pétrole à l'Europe, a entrepris en 2002 des négociations avec l'Allemagne pour établir leurs contrats en euros.

Et en ce qui concerne le Moyen-Orient, un diplomate iranien, Javad Yarjani, a déclaré dans un séminaire européen en avril 2002 : « Il est tout à fait possible que le commerce bilatéral entre le Moyen-Orient et l'Union européenne s'accroisse et il se pourrait que le prix du pétrole s'établisse en euros. Ceci aiderait au développement de liens entre ces deux blocs et attirerait vers le Moyen-Orient les investissements européens dont il a grand besoin. »

Tous les pays du monde sont concernés par le commerce du pétrole, mais l'hégémonie du dollar va bien au-delà ; parce que les pays importateurs, obligés de se procurer des dollars pour acheter leur pétrole, vendent leurs produits en dollars, et que les pays exportateurs utilisent ensuite ces pétro-dollars pour leur commerce dans les autres domaines. Donc depuis le début des années 1970, quand les accords entre États-Unis et OPEP ont fixé en dollars le prix du pétrole , tous les pays accumulaient des réserves en dollars.

Or au cours de ces trente années, le dollar n'avait jamais autant baissé qu'en 2002 !!

Conséquence : les uns après les autres, beaucoup de pays se mirent à transposer leurs avoirs de dollars en euros. D'abord la Chine, puis l'Iran, puis, le 1er décembre 2002, « La Corée du nord choisit l'euro » comme le titra sur internet la correspondante de la BBC à Seoul. Et Business Week fit savoir que la Banque centrale de Russie, la Banque du Canada, la banque Populaire de Chine et la Banque centrale de Taïwan avaient de plus en plus préféré pour leurs réserves la monnaie européenne au cours de l'année précédente.

En janvier 2003, nouvelle chute du dollar !

Associated Press rapportait fin janvier l'inquiétude exprimée par un stratège financier de New-York, Marc Chandler : « Les autres banques centrales vont-elles suivre, et quel en serait l'effet sur la possibilité des E-U de financer leur déficit courant ? Ce déficit est proche de 5% du PIB et c'est une corde qui se serre autour du cou du dollar ». Et The Observer le 26 janvier : « Si l'OPEP venait à décider d'accepter des euros pour son pétrole (en supposant un instant qu'il lui serait permis de prendre cette décision) il en serait fini de la domination américaine. Non seulement l'Europe n'aurait plus besoin de tant de dollars, mais le Japon, qui importe plus de 80% de son pétrole du Moyen-Orient jugerait bon de convertir également en euros ses actifs en dollars et c'est le Japon qui subventionne le plus les É-U par ses gros investissements en dollars. De l'autre côté, les États-Unis qui sont le premier pays importateur de pétrole au monde, devraient acquérir des euros. Ils auraient à convertir leur déficit commercial en surplus commercial au moment particulièrement pénible où leurs prix de marchés s'effondrent et où leurs approvisionnements énergétiques (pétrole et gaz) sont réduits. Les arguments purement économiques de l'OPEP pour faire la conversion, même provisoire, vers l'euro, sont très solides. La zone euro n'a pas un grand déficit commercial, elle n'est pas lourdement endettée envers le reste du monde comme le sont les États-Unis, les taux d'intérêt y sont nettement plus hauts et sa part du marché mondial est supérieure à celle des É-U : elle est le premier partenaire commercial du Moyen-Orient. Et presque tout ce que vous pouvez acheter en dollars, vous pouvez aussi bien l'acheter avec des euros, sauf, jusqu'ici, le pétrole. »

Le scénario prévisible

Si cette tendance à remettre en question l'hégémonie du dollar se poursuivait, on peut imaginer quelle catastrophe elle engendrerait outre Atlantique. Tous les détenteurs de dollars présenteraient ces reconnaissances de dette à ceux qui les ont signées, en réclamant leur dû : ruée mondiale vers les banques américaines, comptes bloqués, faillites, etc. L'Administration américaine est tellement consciente de ce danger que la description en a été faite par un analyste de macro-économie, qui fut au service de l'ancien gouvernement américain, mais qui souhaite rester anonyme. Voici comment il décrit ce scénario sur internet : « les nations consommatrices de pétrole seraient amenées à sortir en masse leurs fonds de réserve (ceux de leurs banques centrales) en dollars pour les convertir en euros. Ceci entraînerait une chute de 20 à 40% du dollar, avec les conséquences qu'on sait quand une devise est brusquement dévaluée (on se rappelle l'exemple récent de l'Argentine). Les fonds étrangers sortiraient en masse des marchés des États-Unis et de tous les avoirs actuellement exprimés en dollars (c'est le Japon qui en a le plus), il se produirait une ruée vers les guichets des banques comme dans les années 1930, il serait impossible d'assurer le service de la dette (paiement des intérêts), le budget américain serait en faillite. Bref, le scénario type des crises économiques du Tiers monde » et il conclut : « La vraie raison pour laquelle l'Administration Bush II veut installer en Irak un gouvernement fantoche, ou plutôt, corrige-t-il, la vraie raison pour laquelle le milieu d'affaires militaro-industriel veut un gouvernement fantoche en Irak est qu'il repasserait de l'euro au dollar pour la monnaie de référence et qu'il s'y maintiendrait. Espérant également, ajoute-t-il, un veto contre toute extension vers l'euro de la part des membres de l'OPEP et en particulier de la part de l'Iran qui est le second parmi eux à être en train d'envisager sérieusement un basculement vers l'euro pour ses exportations de pétrole »

Et la morale de l'histoire

Outre l'explication de l'agression américaine sur l'Irak, ces informations amènent deux conclusions.

La première est que l'Europe a une occasion exceptionnelle de contrer l'impérialisme américain : remettre en question l'hégémonie du dollar, que rien ne justifie, en faisant pression pour que l'euro soit utilisé dans tous les échanges internationaux qui la concerne. Il n'y a aucune raison, par exemple, pour que la société Airbus, devenue EADS, établisse ses prix en dollars, même quand elle vend son matériel en Europe.

La seconde conforte l'idée lancée par Jacques Duboin dès les années 1930 qu'une réforme générale du système économique mondial, aussi nécessaire, aussi urgente et aussi radicale soit-elle, restera impossible tant qu'elle ne remettra pas en question le rôle et la nature de la monnaie dans l'économie, en particulier son mode de création (qui a le pouvoir de « battre monnaie » ? Au bénéfice de qui ?), les limites de cette création et le gage qui en assure la garantie.

Marie-Louise Duboin

<http://perso.wanadoo.fr/grande.rele...> [http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/r\_contenus/1032.htm]